



Montauban, le 14 mai 2009

A Tous les syndicats, les partis politiques, les associations, à toutes
les forces vives et démocratiques de Montauban

Chers (ères) amis, chers camarades, mesdames et messieurs,

Dans un contexte où les différentes réformes engagées par le gouvernement aggravent la situation des salariés, et bouleversent les conditions et l'organisation du travail, et les conditions de vie des populations, Brigitte Barèges, vient d'annoncer sa décision de privatiser l'eau, l'assainissement, la collecte des déchets, et la piscine.

Le 4 juin elle présentera une délibération au conseil municipal afin de valider, pour le service eau et assainissement, le principe d'une Régie intéressée. En clair, c'est la privatisation du service public de l'eau, ce qui revient à dire que le prix de l'eau, produit de première nécessité et vital, serait augmenté de façon exponentielle comme à Beaumont de Lomagne ou en trois ans la facture c'est alourdie de 56 % pour les usagers.

Une prochaine réunion du Conseil communautaire devrait se prononcer sur la privatisation des ordures ménagères. Là aussi, la conséquence serait à coup sûr, une augmentation des taxes payés par les habitants de la CMTR .

Le syndicat CGT de la mairie de Montauban a demandé au mois de février à avoir communication des résultats d'un audit réalisé par la collectivité ; Ce courrier est resté sans réponse...

Pire les salariés des services concernés réunis dans des conditions méprisantes ont été invités à choisir leur prochain statut.

L'heure n'est pas à l'attentisme, car nous entrons dans une période de fortes turbulences, où le mépris affiché est à la mesure des conséquences néfastes pour les populations, les usagers et les salariés concernés.

A l'initiative des syndicats CGT et UNSA de la mairie de Montauban, des Unions Départementales CGT et UNSA et de l'UL CGT de Montauban, une conférence de presse a eu lieu le 12 mai pour dénoncer ces privatisations de services publics locaux.

Un plan de travail a été établi :

- *Assemblée Générale* des salariés de la Mairie le 13 mai. Nous exigeons de véritable négociation collective avec les organisations syndicales et non individuellement sur l'avenir de l'activité et des salariés.
- Réalisation d'une pétition à faire signer massivement pour exiger le maintien en régie publique directe, ainsi qu'un véritable débat public sur le devenir de ces services publics. En effet, le respect des règles démocratiques imposent qu'une concertation avec les populations, les salariés et les usagers soit engagée avant toute décision.
- Le 26 mai les organisations syndicales CGT et UNSA appellent la population, les salariés à un débat public après la manif à la maison du peuple.
- **Afin de coordonner l'action de tous ceux qui souhaitent s'engager contre ces projets, nous proposons la création d'un Comité de Défense des Services Publics de Montauban et de son agglomération, qui serait composé d'organisations syndicales, d'associations, de partis politiques et d'usagers...**

C'est pourquoi, nous vous invitons lors d'une rencontre le :

MERCREDI 20 MAI 2009

A 18H30

Maison du peuple- Montauban

Une proposition de pétition est jointe à ce courrier. Nous pensons qu'il faut engager très rapidement la campagne de signatures, c'est pourquoi nous proposons aux organisations qui souhaitent être à l'initiative, de nous le faire savoir très rapidement. Un premier exemplaire sera validé vendredi 15 mai et remis à jour régulièrement au fur et à mesure que nous recevons l'accord de nouvelles organisations.

Comptant sur votre engagement, recevez, chers (ères) amis, chers camarades, mesdames et messieurs nos fraternelles salutations.

Pour la CGT
Antoine LOPEZ

Pour l'UNSA
Jean-Claude AURIOL

Pour tout contact :

Antoine Lopez 06 07 77 21 62 ; Jean-Claude Auriol : 0608495642